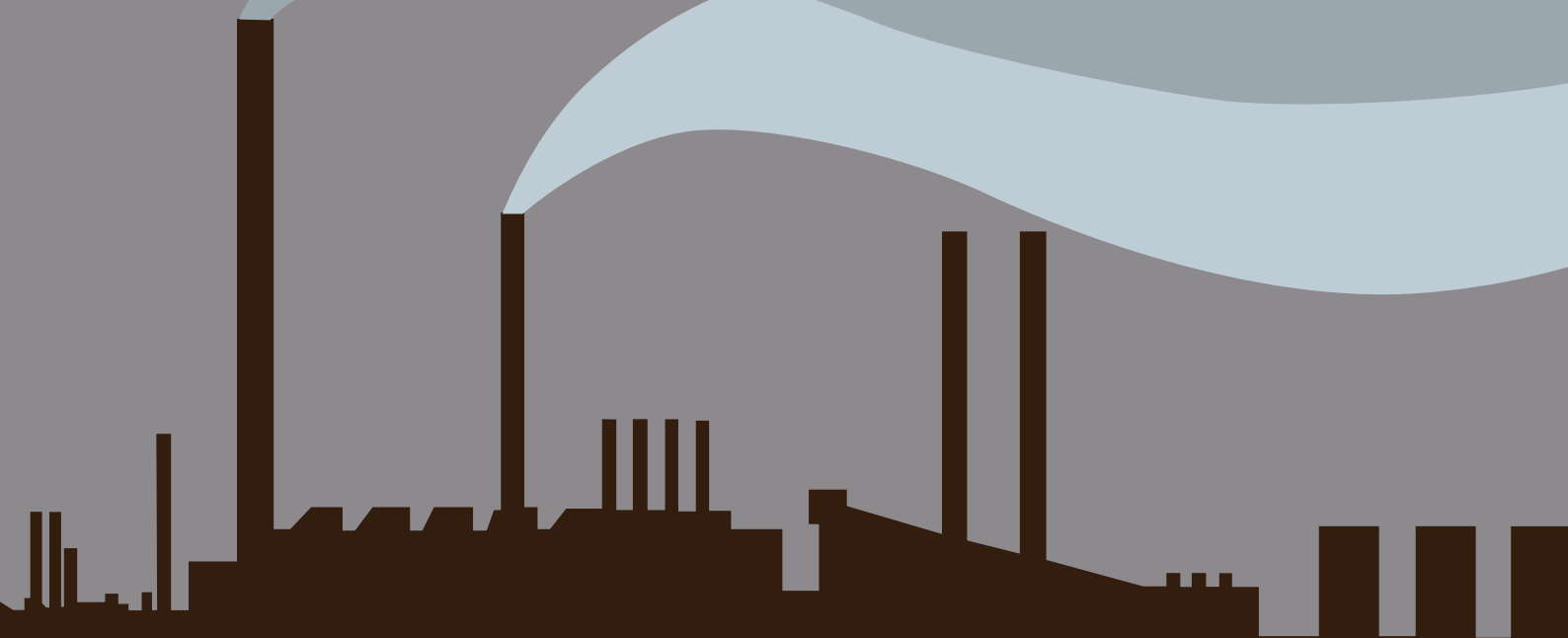




LE RENFORCEMENT DES DICTATURES



**L'ACCAPAREMENT DU GAZ PAR LE
ROYAUME-UNI ET LES VIOLATIONS
DES DROITS HUMAINS EN ALGÉRIE**





Publié par Platform avec Algeria Solidarity Campaign (ASC); février 2014

Recherches et rédaction par Hamza Hamouchene avec Mika Minio-Paluello, Kevin Smith et Emma Hughes, Platform.

Traduit par Rafik Kerrad

www.platformlondon.org

Courriel: info@platformlondon.org

Twitter: [@platformlondon](https://twitter.com/platformlondon)

Platform est une association à caractère caritatif, enregistrée sous le numéro 1044485 ainsi que le numéro de société 2658515

Courriel Info@platformlondon.org pour être mis sur notre liste d'envoi et recevoir les bulletins occasionnels et alertes par courriel.

Design par Sara Nilsson

Ce rapport est distribué sous licence «Creative Commons Attribution-Non Commercial». Vous êtes libres de partager et d'adapter son contenu à des fins non commerciales, à condition que vous fournissiez une référence adéquate.

www.creativecommons.org/licenses/by-nc/

ISBN 978-0-9567365-5-0

Ce document a été produit avec le concours financier de Joseph Rowntree Charitable Trust, mais ne reflète pas la position de Joseph Rowntree Charitable Trust.



Ce document a été réalisé avec le concours financier de l'Union Européenne. Le contenu de ce document est la responsabilité exclusive de Platform et ne peut, en aucun cas, être considéré comme reflétant la position de l'Union Européenne.

INTRODUCTION

BP a signé sa première joint-venture en Algérie en 1995, trois ans seulement après le coup d'état militaire qui a annulé les premières élections législatives en Algérie depuis l'indépendance du joug colonial français. Le contrat a été signé alors qu'une guerre civile brutale faisait rage, avec la violence systématique de l'État et des islamistes fondamentalistes.

Cette signature a définie l'engagement de BP et du gouvernement britannique avec l'Algérie au cours des 20 dernières années. Il continue à façonner le contexte actuel de torture et d'impunité, de répression et de corruption. Leur empressement à pénétrer en Algérie dans les années 90, malgré la violente répression édictée par l'État, indique les priorités de l'establishment britannique. Le Royaume-Uni a favorisé ses propres intérêts économiques et a consenti à la «sale guerre» des années 1990 du régime algérien. La même approche a été suivie depuis.

La politique étrangère du Royaume-Uni a pour but de sécuriser le gaz naturel nord-africain dans les réseaux de distribution européens et britanniques et est fortement influencée par les intérêts de l'armement et des énergies fossiles. Par conséquent, le gouvernement conservateur a courtisé le régime algérien et a soutenu les ventes d'armement entre les entreprises britanniques et l'Algérie, en plus d'encourager un plus grand rôle pour BP. Tout cela a eu lieu malgré le dossier lamentable des droits humains du régime et l'intense répression des mouvements démocratiques ces dernières années.

Aujourd'hui, l'Algérie est gouverné par un régime vieillissant et un président malade, s'accrochant au pouvoir et s'en prenant à ceux qui réclament la démocratie et contestent la corruption. Pourtant, BP et le gouvernement britannique continuent toujours d'ignorer les mouvements sociaux et la société civile, et préfèrent plutôt travailler avec les services de renseignement, entraîner les forces spéciales et renforcer la coopération militaire.

Malgré son importance stratégique et le renforcement des relations avec le Royaume-Uni, l'Algérie est à peine mentionnée dans les médias britanniques, en raison d'un point de vue colonial, selon lequel le pays est considéré comme la chasse gardée de la France. Cependant, l'année dernière, l'Algérie a reçu l'attention des médias internationaux en raison de la crise tragique des otages d'In Amenas, qui a visé une installation de gaz gérée par BP. L'attaque dans le sud-est de l'Algérie en janvier 2013 a entraîné la mort de 39 otages étrangers (dont six Britanniques et un résident du Royaume-Uni) et l'élimination de 32 terroristes.

Ce rapport estime que les politiques extérieures britanniques et européennes renforcent un régime répressif et corrompu, en donnant la priorité aux intérêts des entreprises des énergies fossiles et à la main mise sur le gaz algérien, au-dessus des droits humains et de la démocratie.

1 COLLUSION BRITANNIQUE AVEC UN RÉGIME CORROMPU ET AUTORITAIRE

Le Royaume-Uni a constamment privilégié les intérêts des énergies fossiles sur les droits humains et des principes démocratiques en ce qui concerne l'Algérie. Dans sa démarche, la politique extérieure aide activement à consolider un régime extrêmement répressif et corrompu, en contribuant à sa longévité.

En apprenant les leçons tirées des soulèvements arabes en 2011, la Commission des Affaires Étrangères a mis en cause le Foreign & Commonwealth Office (FCO, Département des Affaires Étrangères britanniques) pour avoir continué à vouloir minimiser «la critique des violations des droits humains dans les pays avec lesquels le Royaume-Uni a des liens politiques et commerciaux étroits».¹ Dans un rapport ultérieur, intitulé «la politique étrangère britannique et le «printemps arabe», publié en juillet 2012, la Commission des Affaires Étrangères a conclu que «la politique du Royaume-Uni de collaborer avec les pouvoirs autocratiques dans la région Moyen Orient et Afrique du Nord (MOAN), tout en restant relativement discret en public sur les droits humains et la réforme politique, a lié le Royaume-Uni aux yeux de beaucoup de gens avec ces gouvernements déchus et discrédités.» Il a également été noté qu'«une approche qui a toujours préconisé la nécessité de réformes démocratiques et des droits humains aurait pu aider à améliorer la situation des droits humains dans chacun de ces états, en plus d'avoir aujourd'hui un impact positif sur la perception du public vis-à-vis du Royaume-Uni dans la région».²

Suite au Printemps Arabe, le gouvernement britannique affirme avoir adopté une nouvelle approche aux relations avec le Monde Arabe. Le programme de partenariat arabe du gouvernement du Royaume-Uni soutient «des réformes politiques et économiques dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, de construire une région MOAN plus inclusive et responsable».³ En 2011, David Cameron a dit à un auditoire koweïtien «nous sommes aujourd'hui avec le peuple et les gouvernements qui sont du côté de la justice, de l'état de droit et de la liberté». Il a ajouté: «Je pense que les sociétés les plus solides reposent sur les éléments constitutifs de la démocratie: Transparence et responsabilisation du gouvernement et l'élimination de la corruption.»⁴

Pourtant, le FCO a ignoré ces conclusions et a continué une approche «business first» (cad. «les affaires d'abord») en Algérie.

Le régime algérien est coupable de sérieuses violations des droits humains, caractérisé par des pratiques autoritaires en cours et une corruption endémique et à grande échelle. La connivence avec un tel régime pour des intérêts commerciaux ou pour assurer l'approvisionnement en énergie fossile est en contraste saisissant avec la rhétorique occidentale de la démocratie et des droits humains.

A) Pourquoi le Royaume-Uni convoite-t-il les réserves d'énergies fossiles de l'Algérie?

Le gaz constitue actuellement une partie intégrante de l'ensemble de l'alimentation énergétique du Royaume-Uni, produisant 40% de l'électricité en 2011.⁵ Comme l'extraction domestique diminue, le gouvernement s'attend à ce que les importations représentent une proportion plus élevée de l'approvisionnement en gaz dans l'avenir.

L'Algérie est l'un des pays fournisseurs de Gaz Naturel Liquéfié (GNL) les plus proches du Royaume-Uni. Les autorités algériennes aiment bien souligner la réputation du pays comme un fournisseur de gaz fiable et «stable», qui honore ses contrats, avec peu d'interruptions à ses exportations via pipeline. L'Algérie est vue comme étant bien placée pour répondre à la demande croissante. Etant le plus grand pays d'Afrique, elle a aussi l'avantage de l'abondance des hydrocarbures, des infrastructures de transport de gaz et la proximité avec l'Europe du Sud.

Actuellement, l'Algérie exporte 16,2 milliards de mètres cubes (mmc) par an de GNL,

avec des plans pour l'augmenter à 21 mmc/an en 2016. Elle se présente comme le troisième fournisseur de gaz de l'Europe, après la Russie et la Norvège.⁶ Le Royaume-Uni et l'Algérie ont une longue histoire de collaboration dans le domaine des méthaniers, s'étendant sur un demi-siècle, avec le premier méthanier commercial du monde livrant du carburant d'Arzew à Canvey Island, dans l'estuaire de la Tamise.

L'Algérie possède les plus grandes réserves prouvées de gaz naturel en Afrique et a été identifiée comme un marché prioritaire dans la «Politique de la Sécurité Énergétique 7» du Department of Energy and Climate Change (DECC, Département de l'Énergie et du Changement Climatique) britannique.

Un exposé du UK Trade and Investment Defence Security Organisation (UKTI-DSO, Département du Commerce et d'Investissement- Organisation de Défense et Sécurité) affirme que l'Algérie pourrait fournir environ 10% de la demande en gaz du Royaume-Uni dans les années à venir, via le terminal de GNL, nouvellement agrandi, de Isle of Grain, dans la région du Kent.⁸



Le terminal d'exportation de gaz et de pétrole à Arzew, en Algérie.
Photo: SSergey

B) Politique énergétique extérieure britannique

La politique étrangère du Royaume-Uni a pour but de sécuriser le gaz naturel nord-africain dans les réseaux de distribution européens et britanniques et est fortement influencée par les intérêts de l'armement et de l'énergie fossile. En poussant pour des exportations de gaz à long terme, dans un contexte où le public algérien est exclu du processus décisionnel et quand les bénéfices sont en grande partie réservés à l'élite du régime, le Royaume-Uni poursuit une politique d'«accaparement de gaz». Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement conservateur a courtisé des relations étroites avec le régime algérien, y compris ce qui concerne la vente d'armes ainsi que le soutien à un rôle élargi de BP.

Selon des documents obtenus par Platform, le gouvernement britannique cherche activement à accroître les importations de GNL d'Algérie et s'est efforcé de renforcer cette relation par le biais de nombreuses visites d'échanges entre les deux pays et un dialogue de haut niveau sur l'énergie.⁹

Lord Marland, Envoyé Spécial du Premier Ministre britannique pour le Commerce et les Investissements Étrangers, a visité l'Algérie deux fois en 2012 (février et septembre), ce qui a permis à Lord Risby d'être nommé Envoyé Spécial pour le Commerce du Royaume-Uni en Algérie en novembre 2012.¹⁰ Lord Risby a derrière lui un historique de promotion des accords énergétiques avec les régimes répressifs, puisqu'il a participé à des missions économiques en Azerbaïdjan en 2012¹¹ et 2013¹². Cela vient en même temps que la création du Algeria British Business Council (ABBC, Conseil d'Affaires Algéro-Britannique), dirigé par Lady Olga Maitland.¹³ Lady Olga est également la Présidente et fondatrice du Defence and Security Forum (DSF), un groupe de lobbying mis en place pour faire face aux demandes du public en faveur du désarmement nucléaire.¹⁴

Lord Risby, en tant qu'envoyé spécial, a effectué trois visites en l'Algérie à ce jour (décembre 2012, mai et septembre 2013) et prévoit une autre visite en 2014. Ces visites de nature économique ignorent les conclusions de la Commission Parlementaire des Affaires Étrangères britannique qui dit que les intérêts économiques doivent être équilibrés avec ceux des principes des droits humains. Au lieu de cela, la seule priorité est de créer des liens entre des entreprises britanniques, comme BP et Shell, et des membres du régime algérien¹⁵.

En février 2014, Lady Olga dirigera une délégation d'entreprises pétrolières et gazières à Alger et à Hassi Messaoud, et une importante conférence de promotion économique est prévue pour le même mois à Londres.¹⁶ Le gouvernement britannique travaille aux côtés de compagnies pétrolières internationales (IOCs) afin d'accroître leur domination en Algérie.

Le gouvernement travaille étroitement avec les compagnies pétrolières internationales pour faire pression sur le gouvernement algérien pour qu'il fasse de nouvelles concessions, afin d'attirer les entreprises étrangères. Par exemple, une table ronde a été organisée par le Foreign Office en avril 2013 pour faire place aux sociétés pétrolières, telles que BP, Shell, ExxonMobil, Hess, OMV et Petroceltic, afin qu'elles



Lady Olga, Présidente du Conseil d'Affaires Algéro-Britannique (ABBC), avec le Président algérien Bouteflika.



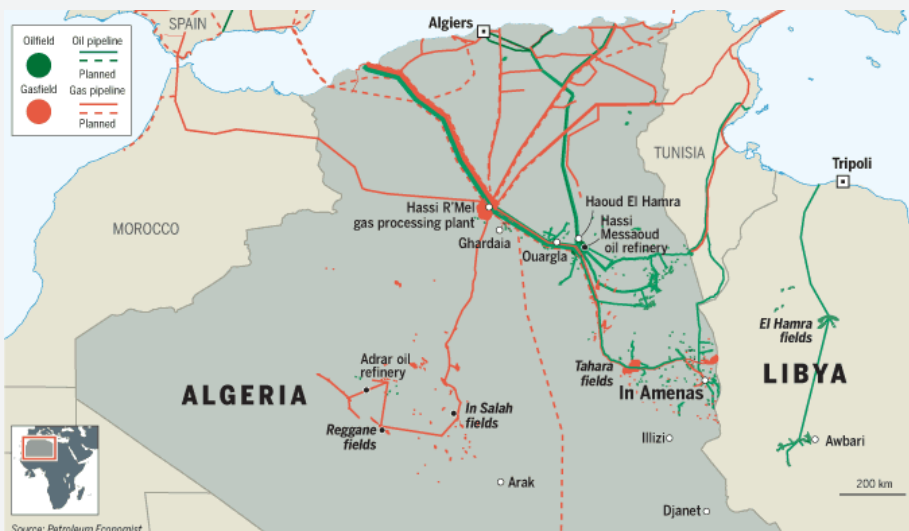
Lord Risby avec le ministre algérien des affaires étrangères Mourad Medelci

puissent promouvoir leurs intérêts quant aux modifications à la loi algérienne des hydrocarbures.¹⁷

Par ailleurs, les responsables du Department of Energy and Climate Change (DECC) ont discuté avec le ministre algérien de l'énergie, Youcef Youfsi, l'idée que l'Algérie s'éloigne des contrats de gaz indexés sur le pétrole, généralement favorisés par les producteurs de gaz, vers une indexation du type «Hub-Linked». Lord Marland a également organisé pour certains hauts responsables d'entreprises pétrolières et

gazières britanniques un dîner exclusif le 15 avril 2013 à l'hôtel Stafford, afin de faire pression sur les officiels algériens de l'énergie¹⁸.

Il existe également un risque que le Royaume-Uni étende son actuel «accaparement du gaz» vers les ressources algériennes d'énergie renouvelable, notamment l'énergie solaire. L'ambassadeur britannique en Algérie, Martyn Roper, est très actif dans ce domaine depuis sa nomination en décembre 2010.¹⁹



Carte de l'Algérie, montrant les opérations de BP à In Amenas et In Salah

C) BP cautionne et profite de la répression

L'expérience algérienne des années 1990 n'était pas seulement celle d'une guerre civile horrible, mais aussi de la libéralisation économique imposée par le FMI et la Banque Mondiale. L'Algérie s'est ouverte aux marchés mondiaux, facilitant une bousculade pour le pétrole, le gaz et l'influence. Avec la déréglementation accrue du très important secteur énergétique, les entreprises occidentales ainsi que l'Union Européenne ont courtisé le régime, signant une série de contrats lucratifs, garantissant une part dans les précieuses ressources du pays.

Ces manœuvres, ouvrant la voie à plus d'«infitah» (ouverture néolibérale) et de contrôle extérieur (cad. non-souverain) aurait été un anathème sous le Président Boumediene dans les années 1960 et 1970s.²⁰ Mais, au cours des années 1990, le régime algérien, ayant désespérément besoin de crédit extérieur, s'est soumis à la Banque Mondiale et le FMI. Afin d'attirer des investisseurs potentiels, le gouvernement a créé une zone d'exclusion spéciale autour des champs de pétrole et de gaz dans le sud. Ainsi, le 23 décembre 1995, BP a finalisé un contrat d'une valeur de 3 milliards de dollars, ce qui lui donne le droit d'exploiter des gisements de gaz à In Salah, dans le Sahara, pour les 30 prochaines années. Le français Total a réalisé un accord similaire d'une valeur de 1,5 milliards de dollars un mois plus tard, et le 16 février 1996, la firme américaine Arco a signé un contrat joint-venture pour pouvoir faire des opérations de forage dans le champ pétrolier de Rhourd El-Baguel. En novembre 1996, un nouveau gazoduc fournissant du gaz à l'Union Européenne a été inauguré, le gazoduc Maghreb-Europe, à travers l'Espagne et le Portugal.

Ces contrats ont, sans aucun doute, renforcé le régime, qui a pratiqué une violence systématique à travers le pays et à un moment d'isolement international. Liées à l'Algérie, grâce à de très grands investissements, ces entreprises et l'Union Européenne avaient un intérêt évident à ce que le régime répressif ne tombe pas.

Les revenus du pétrole et du gaz ont permis la lourde militarisation et les opérations de l'appareil répressif de la police et des services de renseignement.

Les ressources naturelles du pays peuvent être considérées comme une malédiction, mais aussi une bénédiction. En théorie, elles ont fait de l'Algérie un pays riche, mais dans la pratique, la mafia économique de l'ombre a détourné l'argent grâce à un réseau complexe de monopoles privés et entreprises d'import-export, qui a même englouti une grande partie du rééchelonnement de la dette en 1994.²¹ Le régime n'a montré aucun intérêt à réinvestir cette richesse pour la population, ce qui a entraîné une corruption massive.



La répression policière des manifestations en janvier 2011.
Photo: Magharebia / Creative Commons

D) Le rôle actuel de BP en Algérie

Suite à la fusion de BP avec Amoco en 1998 et l'acquisition d'Arco en 2000, BP est devenu le premier investisseur étranger en Algérie, avec plus de 5 milliards de dollars d'investissements.²² Son implication se concentre sur l'extraction de gaz dans deux projets d'envergure, à In Salah et In Amenas, en partenariat avec Sonatrach et Statoil Hydro, avec BP qui détient une part de 33,15% dans chaque projet.

In Amenas est l'un des plus importants projets de gaz humide dans le pays, avec l'extraction de gaz naturel et de liquides de gaz des champs dans le bassin d'Illizi au sud-est de l'Algérie. La production de gaz a commencé en 2006. In Salah est l'un des plus grands projets de joint-venture de gaz sec dans le pays. L'entreprise s'occupe de l'extraction de gaz de sept champs au sud du Sahara, 1200km au sud d'Alger,

qui sont opérationnels depuis juillet 2004, et implique une importante récupération de dioxyde de carbone et processus de réinjection. BP extrait également le pétrole du champ de Rhourde El Baguel.

Malgré les menaces de sécurité que la crise des otages à In Amenas a révélées, BP demeure résolue à travailler avec le régime algérien et continue ses efforts de lobbying pour obtenir des clauses contractuelles plus favorables. Tandis que Statoil a déjà effectué et publié sa propre enquête sur la crise des otages, BP a déclaré qu'elle ne prévoyait pas de faire de même. Son porte-parole, Robert Wine, a affirmé qu' "en raison de la nature de l'incident et le fait que la réponse était une opération militaire algérienne, il y a plusieurs questions qui se posent auxquelles BP n'est pas en mesure de répondre".²³



Les officiers de la gendarmerie montent la garde à l'extérieur de l'usine de gaz de BP à In Amenas en Algérie

E) Soutien britannique à la militarisation en Algérie

Le rôle de l'Algérie dans la «guerre contre le terrorisme» globale a été renforcé à la suite de l'attaque d'In Amenas, avec les intérêts occidentaux approfondissant la collusion avec le régime autoritaire et répressif.

Même s'ils ont critiqué la manière dont Alger a géré la crise, plusieurs dirigeants occidentaux ont continué à exprimer un soutien ferme et se sont engagés à accroître la coopération militaire pour éradiquer le terrorisme. Le Royaume-Uni ne fait pas exception, avec le premier ministre David Cameron promettant une réponse globale à ce qu'il décrit comme une «menace globale» et «existentielle» à «nos intérêts et mode de vie», lors d'un voyage historique en Algérie. Cette visite fut la première visite, après l'indépendance, d'un premier ministre britannique en fonction. Cameron était accompagné du conseiller de la sécurité nationale, Kim Darroch, et de John Sawers, le chef du MI6.

Des expressions telles que «la lutte contre le terrorisme», «la coopération sécuritaire» et «nos intérêts» ont souvent été des

euphémismes pour des termes tels que «la militarisation» et «les accords économiques lucratifs». Le langage fait partie d'un agenda diplomatique de la promotion des intérêts et de l'influence britanniques en Algérie, qui lui ignore le despotisme et l'abus des droits humains. Il s'agissait de la même approche qui a caractérisé les relations britanniques avec les «amis» dictateurs, comme Ben Ali de Tunisie et Moubarak d'Egypte, qui ont, depuis, été balayés par les révoltes, provoquant par la suite des questions cruciales au sujet du rôle que joue l'état britannique dans le soutien des dictateurs.

Le Royaume-Uni a été très intéressé par la vente d'armes pour l'Algérie ces dernières années. L'Algérie a été répertoriée comme un «marché de priorité» par le UK Trade and Investment Defense and Security Organisation (UKTI DSO) en 2010/11.²⁴ Le voyage de l'Envoyé Spécial Risby en septembre 2013 a eu lieu juste avant le salon controversé de l'armement, le DSEI (Defense & Security Equipment International), de Londres, qui est l'une



Le Premier Ministre britannique, David Cameron, avec le Premier Ministre algérien, Abdelmalek Sellal, lors d'une visite à Alger en janvier 2013.
Photo: Abayomi Azikiwe



Un hélicoptère Merlin de la RAF britannique en déploiement en Jordanie

des plus grandes manifestations du circuit international des foires de l'armement, et auquel l'Algérie a régulièrement été invitée. Une nouvelle étude de la Strategic Defence Intelligence (SDI) prévoit que l'Afrique du Nord va devenir un marché clé de l'armement, avec en tête le poids lourd militaire régional qui est l'Algérie, qui est entrain d'effectuer une mise à niveau importante de ses forces militaires et de sécurité.²⁵ L'Algérie, riche en pétrole et en gaz, va rester le premier acheteur d'armement du continent, tout en renforçant ses capacités de contre-insurrection. En 2012, l'Algérie a dépensé 4,5% de son PIB pour le militaire, 1,6 milliard de dollars de plus que le secteur de la santé.²⁶

L'International Institute for Strategic Studies (IISS) à Londres a observé en 2012 que, parmi les exportateurs d'énergie du Moyen-Orient, les dépenses de l'armement de l'Algérie ont augmenté de 44% en 2011, pendant que les prix du pétrole étaient généralement élevés.²⁷ Les dépenses d'armement du pays ont triplé depuis 2009 et devraient atteindre 12,7 milliards de dollars en 2014, soit 6,1% du PIB et 23% de l'ensemble du budget du gouvernement.²⁸

Selon l'IISS, «les pays exportateurs de pétrole, en particulier ceux qui perçoivent une détérioration de leur environnement sécuritaire ou qui font face à une menace spécifique, vont probablement utiliser leurs revenus croissants des exportations

d'hydrocarbures pour continuer à augmenter les dépenses en armement, malgré les impératifs des dépenses de la sécurité sociale». Puisque l'Algérie ne fait pas face à une menace extérieure importante et immédiate de la part des états voisins, ces augmentations spectaculaires des dépenses militaires serviront plutôt à étouffer l'instabilité interne et à réprimer les révoltes.

C'est le contexte dans lequel le Royaume-Uni et l'Algérie intensifient leur coopération militaro-sécuritaire, par le biais de mécanismes tels que le partenariat stratégique de sécurité Royaume Uni-Algérie, décidée par le Président Bouteflika et le Premier Ministre Cameron en janvier 2013.²⁹ Le partenariat semble comprendre le partage des expertises militaires et probablement du renseignement. Des personnalités militaires et du renseignement de haut niveau se rencontrent pour discuter des questions de l'armement, de l'extrémisme religieux et de comment «améliorer la sécurité dans la région».³⁰ Le partenariat ouvre la voie à une augmentation de la formation militaire et à des ventes d'armes. Selon un haut fonctionnaire du gouvernement, une offre de formation de la part du Special Air Service et du Special Boat Service britanniques sont en offre.³¹ S'exprimant à la veille d'une nouvelle visite de Kim Darroch, le haut conseiller du gouvernement britannique en matière de sécurité nationale, l'ambassadeur Martyn Roper a expliqué que «nous développons nos plus larges relations bilatérales grâce au partenariat stratégique de sécurité, qui comprend également la coopération économique» -révélant le lien étroit qui existe entre la coopération militaire et une plus large coopération économique.³²

Déjà, en novembre 2010, Alistair Burt, le Sous-Secrétaire d'État parlementaire du FCO (Ministère des Affaires Etrangères britannique), chargé de la lutte contre le terrorisme, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, a rencontré le gouvernement algérien à Alger. Il a décrit l'Algérie comme étant un «partenaire clé» dans la lutte antiterroriste, offrant une formation et un partage de renseignement dans ce

domaine. Il a ajouté que «Londres est prête à fournir à Alger des équipements militaires requis dans sa guerre contre le terrorisme, sans aucune condition préalable».³³

Burt a également confirmé l'existence d'une commande de l'armée algérienne pour des hélicoptères du groupe Anglo-italien AugustaWestland. Selon le Sunday Times, le contrat de 3,1 milliards de livres sterling concerne 100 aéronefs, dont 40 hélicoptères Merlin, construits à l'usine de Westland dans le Yeovil.³⁴ Un module de formation a aussi été fourni et a eu lieu en 2010 à ce qui était à l'époque, la base de la Coastal Command de la RAF britannique, située à St Mawgan à Cornwall.³⁵ Il a été également signalé que le Ministère de la Défense algérien a commandé six hélicoptères Super Lynx Mk300 pour la marine algérienne, suite à un accord de 2007 pour des hélicoptères Merlin, dont quatre Super Lynx Mk130 et six AW101 Mk 610.³⁶

En novembre 2012, la frégate britannique HMS Montrose a visité l'Algérie pour des opérations conjointes, afin de tisser des liens militaires plus étroits et organiser une journée de l'industrie militaire et de la sécurité. Dix importantes entreprises britanniques axées sur le militaire sont venues à bord de la frégate, afin de l'utiliser comme toile de fond militaire pour expliquer leurs produits et services à l'armée algérienne. Les forces armées britanniques forment des officiers algériens dans les établissements de la Royal Navy (marine britannique) et de la RAF (armée de l'air), et plusieurs hauts responsables militaires algériens ont fréquenté le Britannia Royal Naval College de Dartmouth et ont effectué des cours au Maritime Warfare School au HMS Collingwood à Fareham.³⁷

Parmi les 303 millions de livres sterling de permis d'exportation vers l'Algérie approuvés entre 2008 et juin 2013, une valeur de 290

millions de livres a été classée comme exportations «militaires», selon une étude réalisée par Campaign Against Arms Trade (CAAT).³⁸ L'armement approuvé pour la vente à l'Algérie figurait sur les listes des catégories militaires 4 et 10 (ML4 et ML10) qui couvrent les «armes légères», «grenades», «bombes» et «missiles» - et aussi «avions, hélicoptères et drones».

Le Royaume-Uni a clairement fait savoir que, non seulement il travaillera de plus en plus étroitement avec les services de renseignement impitoyables de l'Algérie (le DRS: Département du Renseignement et de la Sécurité), mais aussi qu'il lui apporterait du matériel, du renseignement, de la formation et d'autres besoins similaires. Ces services secrets sont connus pour être impliqués dans la torture, des arrestations, des détentions illégales,³⁹ mais aussi dans des massacres commis durant les années 90.⁴⁰

Pourquoi le Royaume-Uni met-il l'accent sur la vente d'armement et le partenariat militaire avec l'Algérie ? En dehors du soutien aux entreprises britanniques de l'armement, il s'agit aussi de gagner les « coeurs et les esprits » du régime algérien. Reconnaisant la puissance du DRS et de l'Armée algérienne dans la prise de décisions futures concernant le pétrole et le gaz algériens, le gouvernement britannique les courtise activement.

Le renforcement du partenariat militaire et commercial avec l'Algérie fait partie de la « diplomatie de l'énergie » du Royaume-Uni, visant à garantir le contrôle des ressources stratégiques en Afrique du Nord, tout en renforçant l'appareil répressif d'un régime despotique. Promouvoir un tel agenda, tout en fermant les yeux sur les violations des droits humains en l'Algérie, soulève de sérieuses questions sur le fondement éthique de la politique étrangère du Royaume-Uni, qui doit être soumise à un examen public et parlementaire plus approfondi.

2 LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE EXTÉRIEURE DE L'UNION EUROPÉENNE ACCORDE LA PRIORITÉ AU GAZ SUR LES DROITS HUMAINS

L'Union Européenne (UE) considère l'Algérie comme un partenaire stratégique en raison de ses ressources pétrolières et gazières. 38% de la production du pétrole algérien est destinée au marché européen. Mais, l'interdépendance énergétique principale est liée au gaz. L'Algérie est la troisième source d'importation de gaz de l'UE, représentant 14% des importations de gaz et 10% de la consommation totale. Compte tenu de ces liens en matière énergétique, de nombreux états membres ont développé de solides relations bilatérales avec l'Algérie, plus particulièrement la France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal.⁴¹ Trois pipelines relient l'Algérie à l'Europe du Sud et un quatrième est en cours de construction avec l'Italie.

Avec les réserves de gaz de la Mer du Nord qui diminuent considérablement, un accès garanti au gaz algérien a été identifié comme une priorité économique et stratégique pour l'UE, ce qui explique pourquoi le pays est fortement présent dans la politique énergétique de l'UE. Un Accord de Principe entre l'UE et l'Algérie pour la coopération sur le pétrole & le gaz a été signé en juillet

2013 entre Manuel Barroso, Président de la Commission Européenne et le Premier Ministre algérien, Abdelmalek Sellal.

M.Barroso a souligné la possibilité d'approfondir la relation entre l'Algérie et l'Union Européenne et a déclaré: "L'énergie est un domaine prioritaire du partenariat euro-méditerranéen. (...) L'Algérie est un partenaire clé pour l'Union Européenne. Le gaz naturel est un enjeu stratégique pour les deux parties: L'Algérie est un important fournisseur pour l'Europe, tandis que l'Europe est de loin le plus grand client de l'Algérie".⁴²

L'UE a toujours appuyé le régime algérien, faisant l'éloge de ses élections «démocratiques» qui sont largement considérées comme frauduleuses, qui manquent de transparence, et qui se déroulent dans un contexte d'intimidation généralisée. Les dernières élections législatives de 2012 ont été condamnées par la Commission Nationale de la Surveillance des Élections Législatives comme étant «entachées de multiples violations et excès», «tout à fait illégales» et «frauduleuses».⁴³



Le président de la Commission Européenne Manuel Barroso, signant un accord énergétique avec le premier ministre algérien Abdelmalek Sellal en juillet 2013

L'analyse statistique semble indiquer que le régime a déclaré une participation plusieurs fois supérieure à la réalité. Néanmoins, le Ministre des Affaires Étrangères britannique, William Hague, a félicité le peuple algérien pour «la conduite des élections et des progrès que celles-ci représentent». L'UE a affirmé que le vote était satisfaisant et que «les citoyens ont vraiment pu exercer, en général, leur droit de vote».⁴⁴

C'est dans ce contexte que l'UE affirme qu'elle coopère avec l'Algérie sur la réforme démocratique, mais ne parvient pas à suffisamment condamner la répression des manifestations à Alger, les restrictions des libertés, le harcèlement des militants politiques et des droits humains et la corruption endémique de l'élite au pouvoir.⁴⁵



Le Président Bouteflika vote lors des élections législatives controversées de mai 2012.
Photo: Magharebia / Creative Commons



Yacine Zaid, un activiste politique et syndicaliste a été fréquemment harcelé, brutalisé et emprisonné. Photo prise en février 2011.

3 GAZ DE SCHISTE: L'AVENIR OU LA DESTRUCTION DE L'ALGÉRIE?

L'Algérie est censée détenir de grandes ressources de gaz de schiste. Selon une étude sponsorisée par la US Energy and Information Administration, depuis avril 2011, l'Algérie a 231 billions de pieds cubes (6440 milliards de mètres cubes) de ressources de gaz de schiste, techniquement récupérables. Cela a été révisé à la hausse récemment par le département américain de l'énergie, suggérant le chiffre plus élevé de 707 billions de pieds cubes (19 800 milliards de m³), ce qui rendrait l'Algérie le troisième plus grand détenteur de gaz de schiste récupérable après la Chine et l'Argentine.⁴⁶ En 2011, ENI et Sonatrach ont signé un accord de coopération pour extraire les ressources non conventionnelles, en particulier celle du gaz de schiste. Shell et ExxonMobil se sont aussi entretenus avec Sonatrach sur l'exploitation des ressources de schiste.⁴⁷ Cependant, des travaux d'exploration sur les réserves non conventionnelles de l'Algérie sont encore préliminaires et présentent des défis techniques, notamment un manque en eau douce nécessaire pour les techniques de récupération assistée et de fracturation hydraulique.

Des groupes à l'intérieur de l'Algérie, contestent les propositions de la fracturation hydraulique. Le Collectif Euro-Maghrébin Anti Gaz de

Shiste (CEMAGAS) et le Collectif National pour les Libertés Citoyennes (CNLC) ont fait des recherches et ont publiquement contesté les plans des corporations.⁴⁸ Des observateurs tels que Mehdi Bsikri, journaliste algérien et militant anti-fracturation, ont fait remarquer que le gouvernement algérien a la vision restreinte d'un régime dépourvu de légitimité et cherche seulement un nouveau bail pour perpétuer son emprise sur le pouvoir. Celle-ci est renforcée par les gouvernements occidentaux et les entreprises qui cherchent à exploiter le gaz de schiste. Selon Bsikri, la nappe phréatique contient environ 60000 milliards de mètres cubes d'eau douce à faible teneur en sel. L'utilisation de plus de 500 produits chimiques dans le processus de la fracturation hydraulique menace gravement les nappes phréatiques, car les puits de forage traverseront ces couches d'eau.⁴⁹

Par ailleurs, les bassins hydriques algériens sont reliés entre eux. Par conséquent, si vous polluez à In Salah, les substances chimiques qui pénètrent dans l'eau se répandent et atteignent même Ouargla et Biskra, à 600 et 900 km respectivement. Les régions agricoles dans le sud algérien seraient menacées, potentiellement créant davantage de pauvreté et forçant les gens à se déplacer.⁵⁰



Des algériens protestent à Londres lors de la visite du ministre algérien de l'énergie Youcef Youfsi contre la fracturation hydraulique



Carte des nappes d'eau douce couvrant l'Algérie, la Tunisie et la Libye

4 L'ÉTAT ALGÉRIEN: UN STATU QUO DE LA CORRUPTION ET DE LA RÉPRESSION

A) l'Algérie et le «Printemps Arabe»



Manifestation à Alger en février 2011. Des manifestants brandissant des drapeaux algériens et tunisiens et agitant des cartons rouges contre le régime

Il y a trois ans, des vagues de soulèvements à travers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont balayé une série de tyrans soutenus par l'Occident. Après Ben Ali de la Tunisie et Moubarak de l'Égypte, il semblait que la liste des dictateurs renversés était susceptible de continuer. La rapidité avec laquelle les flammes de la révolte se sont propagées a donné l'impression que le changement pourrait arriver du jour au lendemain et que des régimes tomberaient un après l'autre, comme un château de cartes. Cela ne s'est pas produit en Algérie.⁵¹

À bien des égards, l'Algérie représente un précurseur plutôt qu'une exception. Elle a traversé une très brève transition démocratique, lorsque des semaines d'émeutes en octobre 1988 ont forcé le régime à s'ouvrir au pluralisme politique et à une presse indépendante. Cependant, ces acquis de libertés civiles et de transition démocratique ont été avortés par le coup d'état militaire et la guerre civile des années 1990, qui a laissé la nation traumatisée et moins disposée à se soulever contre un régime qui a triomphé contre l'islamisme radical au prix de centaines de milliers de morts.

L'Algérie a, en effet, vécu un certain mécontentement populaire au début de 2011, mais la mémoire de la guerre civile traumatique inhibe chez les gens toute volonté de se livrer à une expérience révolutionnaire similaire à celle de la Tunisie ou de l'Égypte.

Cependant, le pays possède tous les éléments d'une poudrière: autoritarisme, développement inégalitaire, chômage élevé, pauvreté, une corruption endémique et le népotisme, expression politique étouffée, violations des droits humains, une jeunesse frustrée sans opportunités et une élite parasites. Loin des projecteurs des

médias internationaux en 2010/2011, le pays a vu un nombre sans précédent de manifestations, grèves, rassemblements et affrontements avec la police. En 2010 seulement, les autorités ont compté 11 500 émeutes, manifestations et rassemblements dans tout le pays. Plus récemment, on a connu un mécontentement croissant et une mobilisation du mouvement des chômeurs CNDDC (Comité National pour la Défense des Droits des Chômeurs), surtout dans le Sahara riche en pétrole, une région qui fournit la majeure partie des ressources et des revenus de l'Algérie, mais qui souffre d'une marginalisation économique, politique et culturelle permanente.⁵²



Une manifestation de 2013 à Ouargla par le Comité National pour la Défense des Droits des Chômeurs (CNDDC)

B) La corruption et le manque de transparence: une Algérie dirigée par des kleptocrates

Les problèmes économiques structurels de l'Algérie incluent des niveaux stupéfiants de corruption, une forte dépendance envers les exportations de produits énergétiques, la désindustrialisation qui a été initiée depuis les années 1980, et un manque d'intérêt sérieux de la part du gouvernement à développer le potentiel agricole du pays.⁵³

La nature rentière de l'économie a fait de la corruption la caractéristique des affaires algériennes. L'ampleur de cette corruption signifie que, pour fonctionner en Algérie, les multinationales et les compagnies étrangères participent souvent à ces affaires obscures. Les récents scandales de grande ampleur qui ont touché la compagnie pétrolière nationale SONATRACH et les multinationales Saipem et SNC Lavalin sont la partie visible de l'iceberg.

L'Algérie a obtenu un score de transparence budgétaire extrêmement faible — 13 / 100 sur le Open Budget Index, par rapport à un score moyen de 23 / 100 pour le Moyen Orient et l'Afrique du Nord.⁵⁴ La Cour des Comptes est,

en principe, responsable d'auditer le budget du gouvernement et les comptes financiers des entreprises publiques, mais aussi de soumettre un rapport annuel au Président. Cependant, dans la pratique, souvent les audits ne sont pas terminés, et les rapports d'audits sont rarement rendus publics. La Cour des Comptes n'inspecte pas les taxes relatives aux hydrocarbures, qui fournissent les deux tiers des revenus du gouvernement, et SONATRACH ne publie pas de rapports financiers audités.

Le Revenue Watch Index, qui a évalué la transparence des revenus de 41 pays riches en ressources naturelles, a classé l'Algérie en 38ème place dans son édition de 2010, à la traîne derrière tous les autres pays riches en pétrole du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.⁵⁵ Dans l'édition 2013, 58 pays ont été sondés et l'Algérie a été classée 45ème parmi les 15 pays qui ont des défaillances en termes de normes de transparence, de responsabilité et de bonne gouvernance dans les secteurs extractifs.⁵⁶



Une file d'attente d'Algériens pour des bonbonnes de gaz durant une période où le froid a causé la mort de dizaines de personnes en 2012. Photo: Magharebia / Creative Commons

SONATRACH est mêlée à des scandales de Corruption

Une enquête de corruption en 2011 a mené à la destitution du PDG de SONATRACH, ainsi que de plusieurs personnes de l'équipe de la direction générale et a mené à la chute du puissant Ministre de l'Énergie, Chakib Khelil, qui avait été au pouvoir depuis 1999. Un mandat d'arrêt d'Interpol a été délivré pour son implication présumée dans la corruption et le détournement de fonds, aux côtés du citoyen canadien Farid Bedjaoui, le neveu de Mohamed Bedjaoui, ancien ministre des affaires étrangères.

La compagnie pétrolière italienne SAIPEM

L'ancien Directeur Général des Opérations du corps d'ingénierie et de construction de la compagnie Saipem a été placé en détention en août 2013 pour son rôle dans la corruption visant à décrocher des contrats en Algérie.⁵⁷ Des procureurs italiens examinent également les relations de Saipem avec l'intermédiaire Farid Bedjaoui. Selon Djilali Hadjadj, porte-parole de l'association algérienne de lutte contre la corruption (AACC), les juges italiens enquêtant sur cette affaire de corruption ont déclaré que Saipem a payé des pots-de-vin qui atteignent la somme de 800 millions d'euros (plus de 1 milliard de dollars) afin d'obtenir des contrats d'une valeur de 11 milliards de dollars durant les 10 dernières années.⁵⁸

Le canadien SNC-Lavalin

SNC-Lavalin, la plus importante société d'ingénierie et de construction au Canada, a reçu un traitement privilégié des autorités algériennes au fil des années. Durant plus de 10 ans, elle a obtenu des contrats d'une valeur de 6 milliards de dollars. Elle a également remporté 90% des contrats pour lesquels elle a soumissionné, bien au-dessus de la moyenne de 10%.

Des descentes de police en mai 2013 ont recueilli des preuves de corruption, en particulier en ce qui concerne un contrat de 825 millions de dollars que SNC-Lavalin a remporté en 2005 pour construire la centrale électrique Hadjret Ennous près d'Alger. On a établi des liens entre l'ancien Vice-Président de SNC, Riadh Ben Aissa, et Farid Bedjaoui, qui aurait transféré environ 200 millions de dollars aux dirigeants algériens pour aider plusieurs entreprises à obtenir des contrats avec SONATRACH.⁵⁹

SNC a accordé des contrats de sous-traitance aux sociétés de Bedjaoui dans les champs de Rhourde Nouss. Dans une enquête menée par la Suisse, des journalistes italiens et canadiens ont révélé que M. Bedjaoui possède des compagnies fantômes basées dans les îles Vierges Britanniques, dont les comptes étaient basés en Suisse. Ces sociétés ont servi à dissimuler des millions de dollars de pots-de-vin.⁶⁰

La filiale de Londres de Sonatrach accusée d'évasion fiscale

En février 2013, les autorités britanniques ont infligé un lourd réajustement fiscal à la SONATRACH Petroleum Corporation (SPC BVI), qui est basée dans les îles Vierges Britanniques, à travers sa filiale située à Londres. La compagnie traite des opérations de commerce international de la SONATRACH. Les autorités financières britanniques ont estimé le premier réajustement fiscal pour l'exercice 2008 à près de 45 millions de dollars, avant d'étendre la sanction aux années 2009, 2010, 2011 et 2012, suite à certaines suspicions sur les pratiques douteuses des responsables de la filiale de Londres.⁶¹

Certains rapports de la presse algérienne affirment que SPC BVI vendait clandestinement du pétrole algérien au marché noir à Londres.⁶²

C) Dossier des droits humains: La répression aujourd'hui et l'impunité pour le passé

Répression permanente des libertés fondamentales

Le 24 février 2011, le gouvernement algérien a levé l'état d'urgence qui durait depuis deux décennies, en réponse à la vague de protestations de masse qui a déferlé sur la région, atteignant même l'Algérie. Presque trois ans plus tard, ces annonces, aux côtés de quelques promesses de réformes, n'ont pas apporté une ouverture du débat public ou des améliorations tangibles des libertés fondamentales dans le pays. Dans son dernier rapport, *La levée de l'état d'urgence: Un écran de fumée*, L'Euro-Mediterranean Human Rights Network (Euro-Med) a fourni les preuves du harcèlement des militants par la police, de l'interdiction injustifiée des manifestations et des réunions publiques, et les abus de l'administration bureaucratique, afin d'empêcher les organisations non-gouvernementales (ONG) de mener leurs activités. Le rapport conclut que l'abrogation de l'état d'urgence était simplement «un écran de fumée», dissimulant le fait que les politiques fondées sur la suppression des libertés publiques et individuelles et la violation des droits humains sont restées intactes.⁶³

Dans leur rapport de 2013, Amnesty International a déclaré que les autorités continuent de restreindre les libertés d'expression, d'association et de rassemblement, de disperser les manifestations et de harceler les défenseurs des droits humains.⁶⁴ Human Rights Watch a signalé comment les autorités s'appuient sur des lois et des réglementations répressives pour étouffer les révoltes et les activités des droits humains, en rendant plus difficiles les efforts visant à former des syndicats indépendants et d'organiser et de participer à des manifestations pacifiques, ainsi qu'à des grèves de travailleurs.⁶⁵ Les autorités ont bloqué les manifestations, et ont

arbitrairement arrêté et poursuivi en justice des syndicalistes pour l'exercice pacifique de leurs activités syndicales.

Les autorités ont illégalement restreint le droit à la libre circulation en 2013 quand ils ont interdit à 96 militants de la société civile algérienne de se rendre en Tunisie, sans indication de motif. Les agents des services frontaliers ont bloqué les militants qui allaient entrer en Tunisie pour assister au Forum Social Mondial, un rassemblement mondial d'environ 50 000 militants dans des domaines comme les droits humains et l'environnement.⁶⁶ Eric Goldstein, directeur adjoint de la division Moyen-Orient et Afrique du Nord de Human Rights Watch a déclaré récemment au journal algérien El Watan que l'Algérie est le seul pays de la région qui bloque systématiquement les visites des ONG internationales.⁶⁷

Un héritage renouvelé d'impunité

La violente et traumatique guerre civile qui a ravagé le pays dans les années 1990 n'a épargné aucune couche de la société algérienne, et a coûté plus de 150 000 vies humaines.⁶⁸ Le conflit interne a été déclenché par l'annulation en 1992 des élections multipartites, que le Front Islamique du Salut (FIS) été sur le point de remporter. Son triste héritage continue à peser lourdement sur le peuple algérien et des rapports d'ONG internationales, comme Amnesty International, montrent comment les autorités algériennes cherchent à effacer la mémoire du conflit interne.⁶⁹ «Au lieu de s'occuper de cet héritage, les autorités algériennes ont approuvé et institutionnalisé l'impunité et efficacement privé les victimes de leur droit d'obtenir la vérité, la justice et la réparation pleine et entière, au nom de la «la paix et de la réconciliation nationale». La législation adoptée en 2006, tente de museler les critiques de la conduite des autorités pendant le conflit, les menaçant avec des peines de prison allant jusqu'à cinq ans.



Une manifestation organisée par SOS Disparus en 2013, dans le cadre de leur lutte continue pour découvrir la vérité sur les disparitions forcées des années 1990.

L'impunité presque totale dont bénéficient les membres des forces de sécurité et les milices armées par l'État a été étendue aux membres d'autres groupes armés, qui ont bénéficié de mesures d'amnistie successives depuis 1999, sans reconnaître le droit des victimes et leurs familles d'obtenir une réparation pour les exactions du passé. Malgré l'indignation par les victimes et leurs familles, l'impunité des forces de sécurité, des milices armées par l'État et des membres des groupes armés été enracinée davantage en vertu de l'ordonnance n° 06-01 de février 2006, leur accordant une immunité complète contre des poursuites quelconques pour les disparitions forcées et les violations des droits humains, les exécutions extrajudiciaires et la torture, et autres formes de mauvais traitements, au mépris flagrant au droit international relatif aux droits humains. L'article 45 protège les forces de sécurité contre des poursuites: «aucune procédure judiciaire ne peut être engagée contre une personne ou une entité collective, appartenant à n'importe quelle composante des forces militaires et de sécurité de la République, pour les actions menées dans le but de la protection des personnes et des biens, de la sauvegarde de la nation ou de la préservation des institutions de la République Algérienne Démocratique et Populaire. Les autorités judiciaires compétentes rejettent sommairement toutes les plaintes ou accusations».

Les disparitions forcées

Malgré toute cette injustice, les familles des victimes et des militants se sont exprimées énergiquement, exigeant des enquêtes sur les violations des droits humains, parfois au risque d'harcèlement. Le mouvement SOS Disparus fait campagne sans relâche pour découvrir la vérité sur les disparitions forcées, qui sont estimées à être entre quelques milliers et des dizaines de milliers.⁷⁰ Les autorités algériennes sont maintenant entrain de réutiliser les arguments concernant les «menaces à la sécurité» et les problèmes de la lutte contre le terrorisme, utilisés pendant le conflit interne, pour justifier les violations des droits humains. En 2009, Amnesty International a signalé que les forces de sécurité, en particulier le DRS, continuent à maintenir en détention secrète des gens suspectés de terrorisme, parfois durant quelques semaines, voire quelques mois, tout en les soumettant à la torture et à des procès injustes.⁷¹

Peu a été fait pour introduire des réformes judiciaires et institutionnelles indispensables et garantir la non-répétition des violations graves des droits humains. Cet échec à lutter contre l'impunité et à aborder le cadre structurel qui a permis à ces graves violations des droits humains de se produire, non seulement empêche la société d'avancer, mais échoue également à prévenir d'autres violations des droits humains.

CONCLUSION

Les efforts du Royaume-Uni de se lier d'amitié avec un régime répressif et violent ne sont pas uniques à Algérie. La politique énergétique étrangère britannique est marquée par une collusion répétée avec des dictatures et des gouvernements impitoyables, afin d'obtenir certains intérêts énergétiques et géopolitiques de pays comme l'Arabie Saoudite, l'Angola, l'Azerbaïdjan, le Bahreïn et le Nigéria.

La Commission des Affaires Étrangères britannique a essayé de tirer les leçons du Printemps Arabe, en alertant qu'en Égypte de Moubarak et en Libye de Kadhafi, s'engager avec les pouvoirs autocratiques et donner priorité aux liens économiques sur les droits humains finira par produire une hostilité compréhensible parmi les populations. Pourtant, le Foreign & Commonwealth Office, en collaboration avec UK Trade & Investment, continue la politique du «business as usual» («les affaires comme d'habitude»). Ainsi, la politique étrangère britannique est trop souvent façonnée par les préoccupations et les intérêts des compagnies pétrolières comme BP et Shell.

Dans l'élaboration d'une politique énergétique extérieure commune, le Royaume-Uni a également privilégié les principes de l'affirmation du contrôle de l'UE sur une plus grande partie des réserves des hydrocarbures, même si cela résulte en plus de répression et de brutalité.

En Algérie, le désir de l'Union Européenne de s'appropriier de plus grandes réserves de gaz la conduit à approuver la réduction au silence et à l'exclusion d'un peuple. Les actions des ministres, des fonctionnaires et des membres de la Chambre des Lords britanniques montrent un dédain similaire pour les droits et les libertés en Algérie. Dans la quête du pétrole et du gaz, la politique énergétique extérieure sous le Parti Conservateur est devenue de plus en plus focalisée sur le mercantilisme des corporations et la fréquentation des généraux.

La déclaration de David Cameron sur le renforcement du partenariat militaire et économique avec l'Algérie fait partie de la «diplomatie de l'énergie» du Royaume-Uni, visant à garantir l'accès aux hydrocarbures de l'Afrique du Nord. Cependant, promouvoir un tel agenda tout en fermant les yeux sur les violations des droits humains en Algérie est moralement inacceptable et devrait être soumis à un examen public et parlementaire plus approfondi.

ANNEXE

Le Gaz en Algérie

Le secteur des hydrocarbures en Algérie constitue environ 60% des recettes budgétaires, près de 30% du PIB, et plus de 97% des recettes d'exportation.

- Avec des réserves de 4,5 milliards de mètres cubes de gaz, l'Algérie détient la 10e plus grande réserve de gaz naturel dans le monde.
- Est le sixième plus grand exportateur de gaz dans le monde
- Figure parmi les 10 plus grands producteurs de gaz naturel dans le monde, ce qui en fait le premier producteur du continent africain, représentant plus de 50% de toute la production africaine.
- En 2011, l'Algérie était le septième plus grand exportateur de GNL, représentant environ 5% du total des exportations mondiales. La France était la destination la plus importante (34%), suivie de la Turquie (23%), l'Espagne (23%), l'Italie (9%) et la Grèce (6%). En Asie, l'Inde et le Japon ont reçu 2% des exportations totales de LNG de l'Algérie.

ALGERIA'S GAS EXPORTS BY DESTINATION, 2011

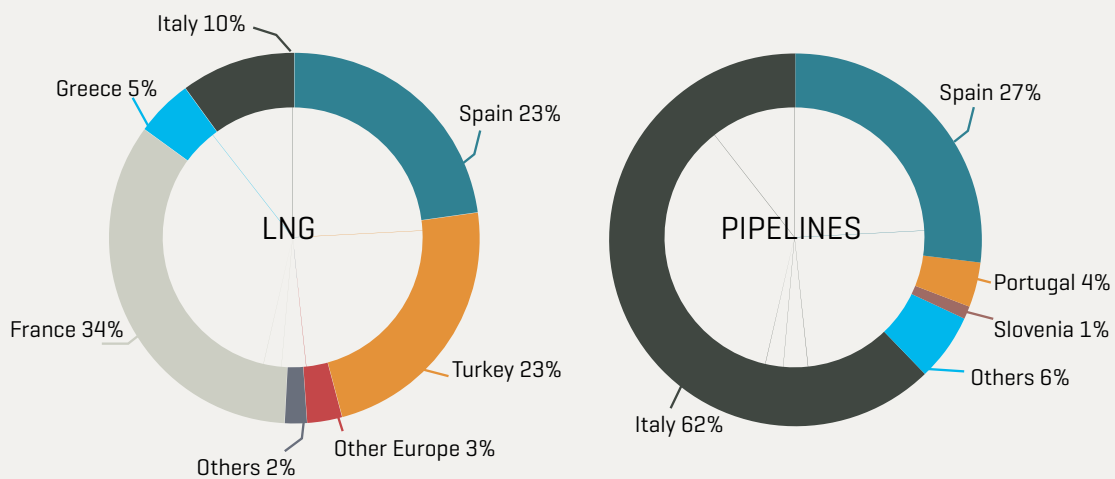


Photo adoptée d'un éditorial écrit par Francis Ghiles pour Middle East Economic Survey (MEES) en mars 2013

La part du gaz algérien dans la demande intérieure dans plusieurs pays voisins est significative : 30% en Italie, 40% en Espagne et près de 50% en Tunisie.

Gazoducs de l'Algérie vers l'Europe

Le gaz canalisé atteint l'Europe par plusieurs gazoducs.

- Le gazoduc transméditerranéen (TransMed) est un pipeline de gaz naturel d'Algérie via la Tunisie vers la Sicile et l'Italie, construit en 1978-1983 et 1991-1994.
- Le gazoduc Maghreb-Europe est un pipeline de gaz naturel de 1,620km de l'Algérie via le Maroc vers l'Espagne.
- En 2011, le pays a inauguré le gazoduc Medgaz, qui peut transporter 8 milliards de mètres cubes par an entre le port algérien de Beni Saf et la ville espagnole d'Almeria.
- Par contre, le gazoduc Galsi qui devait être construit pour transporter le gaz directement au nord ouest de l'Italie est en attente. Il devait être opérationnel en 2014, mais son financement n'est pas encore décidé.



Carte des gazoducs existants et prévus à travers l'Algérie. © Sémhur / Wikimedia Commons / CC-de-SA-3.0

Le Pétrole en Algérie

L'Algérie est un membre de l'OPEP et se présente comme le 15^{ème} plus grand producteur de pétrole brut dans le monde. La production s'élevait à 1,2 mn b/j (millions de barils par jour) en 2012, avec des capacités de production inutilisées minimale de 0,02mn barils par jour. La production totale de pétrole est de 1,9m b/j-en dehors du brut, cela inclut des condensats et des liquides de gaz naturel (LGN). L'Algérie produit essentiellement le Saharan Blend Crude, un pétrole brut léger de haute qualité avec une très faible teneur en soufre et en minéraux. Les exportations de pétrole vers l'Union Européenne représentent environ 17% des exportations totales du pétrole de l'Algérie, mais sont inférieure à 2% des importations totales de pétrole de l'UE.

L'Algérie détient la 17^{ème} plus grande réserve de pétrole au monde. Selon Oil & Gas Journal (OGJ), l'Algérie détenait une quantité estimée à environ 12,2 milliards de barils de pétrole de réserve prouvée, au 1^{er} janvier 2013, la troisième plus grande réserve en Afrique (derrière la Libye et le Nigéria). Toutes les réserves prouvées de pétrole du pays sont sur terre, car le forage en mer a été, jusque là, limité. La majorité des réserves prouvées de pétrole sont dans la province de Hassi Messaoud, près de la frontière libyenne, qui contient le plus grand champ de pétrole du pays.

Rôle des entreprises britanniques dans le secteur pétrolier et gazier algérien:

Les principales sociétés britanniques de pétrole et de gaz, actuellement en activité en Algérie sont

BP est l'un des principaux investisseurs étrangers en Algérie. Avec des partenaires en «joint-ventures», tels que Statoil et Sonatrach, elle a livré deux des plus grands projets de gaz du pays: In Salah et In Amenas.

BG Group est actif en Algérie depuis 2006 et est l'opérateur et le détenteur d'une participation de 65 % de Hassi Ba Hamou (HBH) dans le centre de l'Algérie. Le groupe exploite et détient également 49% d'un autre permis: Guern el Guessa (GEG).

BHP Billiton détient une participation de 45% dans deux projets: le «ROD integrated» des gisements de pétrole dans la région de Berkine qui sont exploités par une joint-venture Sonatrach-ENI, et le OHANET, un chantier de gaz humide, exploité conjointement avec Sonatrach.

Shell a commencé ses opérations en Algérie en 1928, fournissant les carburants et lubrifiants pour l'industrie automobile et l'aviation. Aujourd'hui, Shell s'occupe principalement du forage sur la terre ferme et de la vente de lubrifiants aux marchés en forte croissance du détail et de l'industriel du pays. Shell Global Solutions est également active en Algérie. L'Algérie a annoncé l'an dernier (2012) des accords d'exploration avec Exxon et Shell concernant le gaz de schiste.

NOTES DE FIN

1. The FCO's Human Rights Work 2010-11, <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm201012/cmselect/cmcaff/964/96406.htm>
2. <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm201213/cmselect/cmcaff/80/8002.htm>
3. <https://www.gov.uk/government/policies/working-for-peace-and-long-term-stability-in-the-middle-east-and-north-africa/supporting-pages/the-arab-partnership>
4. <https://www.gov.uk/government/speeches/prime-ministers-speech-to-the-national-assembly-kuwait>
5. From information obtained in September 2013, through a Freedom of Information Act request submitted to the Department of Energy and Climate Change (DECC).
6. From information obtained in September 2013, through a Freedom of Information Act request submitted to the Department of Energy and Climate Change (DECC).
7. Energy Security Strategy, Department of Energy and Climate Change, https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/65643/7101-energy-security-strategy.pdf
8. UKTI DSO PRIORITY MARKET BRIEFS, DEFENCE & SECURITY OPPORTUNITIES: ALGERIA, 2011, <http://www.sdi.co.uk/~media/SDI/Files/documents/aerospace-defence-and-marine/Algeria%20-%20UKTI%20DSO%20Market%20Brief.pdf>
9. Information obtained by a Freedom of Information Act Request to the Department of Energy and Climate Change in September 2013.
10. <http://www.parliament.uk/biographies/lords/lord-risby/139>
11. Ilham Aliyev received a delegation from the British House of Lords, 5 June 2012, <http://en.president.az/articles/5130>
12. Azerbaijani President receives delegation headed by British PM's Trade Envoy, 26 September 2013, <http://en.trend.az/news/politics/2194707.html>
13. <http://abbc.org.uk/homepage>
14. http://www.defenceandsecurityforum.com/DSF_committee_Lady_Olga_Maitland.html
15. <https://www.gov.uk/government/world-location-news/lord-risby-visit-to-algeria>
16. <http://uciinternational.com/events/the-algeria-investor-window-2014/2/>
17. <http://www.reuters.com/article/2013/05/02/algeria-oil-idUSL6NoDj28720130502>
18. Information obtained in September 2013 through Freedom of Information Act requests to the Department of Energy and Climate Change (DECC) and the Department for Business, Innovation and Skills (BIS).
19. <https://www.gov.uk/government/world-location-news/lord-risby-visit-to-algeria>
20. Algeria, an Immense Bazaar: The Politics and Economic Consequences of Infitah, Jadaliyya, 30 January 2013.
21. Martin Evans and John Phillips, Algeria: Anger of the Dispossessed, 2008, Yale University Press, page 253
22. <http://www.reuters.com/article/2009/08/03/us-energy-bp-algeria-interview-idUSTRE5722Gj20090803>
23. <http://www.reuters.com/article/2013/09/26/us-bp-algeria-idUSBRE98PoYR20130926>
24. <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm201011/cmhansrd/cm100628/text/100628w0013.htm#10062822000619>
25. The Future of the Algerian Defence Industry, Strategic Defense Intelligence, 2013.
26. World Bank figures: <http://data.worldbank.org/indicator/MS.MIL.XPND.GD.ZS>
<http://data.worldbank.org/indicator/SH.XPD.TOTL.ZS>
27. Military Balance 2012, The International Institute for Strategic Studies, 2012.
28. http://www.elwatan.com/actualite/le-budget-de-l-etat-militarise-30-12-2013-240364_109.php
29. <https://www.gov.uk/government/world-location-news/first-ever-meeting-of-uk-algeria-strategic-security-partnership>
30. http://www.huffingtonpost.co.uk/patrick-kane/mali-algeria-libya-energy-diplomacy_b_2687432.html
http://www.aps.dz/spip.php?page=imprimer&id_article=132772
31. <http://www.bloomberg.com/news/2013-01-30/u-k-may-train-algerian-army-in-counter-terrorism.html>
32. <https://www.gov.uk/government/world-location-news/uk-algeria-second-strategic-security-partnership>
33. Article published in Algerian Newspaper El Watan on 13 November 2013, http://www.elwatan.com/actualite/des-armes-a-l-algerie-sans-aucun-prealable-13-11-2010-98799_109.php
34. \$5 billion Algerian helicopter deal for UK plant, 27 September 2009, <http://www.thesundaytimes.co.uk/sto/business/article186058.ece>
35. <http://www.arabianaerospace.aero/cornwall-laps-up-the-cream-of-algerian-navy-pilot-training.html>
36. http://www.defenceweb.co.za/index.php?option=com_content&view=article&id=27167:algeria-orders-six-super-lynx-helicopters&catid=35:Aerospace&Itemid=107

37. <http://www.royalnavy.mod.uk/News-and-Events/Latest-News/2012/November/22/121121-Montrose-Algiers>
38. <http://www.caat.org.uk/resources/export-licences/licence?region=Algeria>
39. <http://www.amnesty.org/en/news-and-updates/feature-stories/algeria-persistent-torture-military-security-secret-locations-20>
40. http://www.algeria-watch.org/en/aw/general_lamari_massacres.htm
41. Algeria's underused potential in security cooperation in the Sahel region, European Parliament Policy Briefing, [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/briefing_note/Join/2013/491510/EXPO-AFET_SP\(2013\)491510_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/briefing_note/Join/2013/491510/EXPO-AFET_SP(2013)491510_EN.pdf)
42. http://ec.europa.eu/commission_2010-2014/president/news/archives/2013/07/20130707_1_en.htm
43. <http://www.express.co.uk/news/world/324153/Algerian-elections-fraudulent>
44. <http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2012/05/201251482813133513.html>
45. http://eeas.europa.eu/algeria/index_en.htm
46. <http://www.eia.gov/analysis/studies/worldshalegas/>
47. <http://www.eia.gov/countries/cab.cfm?fips=ag>
48. http://cemagas.org/?page_id=14
49. Shale Gas Exploitation in Algeria: Interview with an Algerian Journalist and Anti-Fracking Campaigner, Platform, October 2013, <http://platformlondon.org/?p=29027&preview=true>
50. 50. Ibid
51. Hamza Hamouchene, Algeria and the Arab Spring, OpenDemocracy, May 2012, <http://www.opendemocracy.net/hamza-hamouchene/algeria-and-arab-spring>
52. Arms, oil and Algeria – Are EU gas supplies more important than human rights?, Platform, August 2013, <http://platformlondon.org/2013/08/07/arms-oil-algeria-are-eu-gas-supplies-more-important-than-human-rights/>
53. http://www.jadaliyya.com/pages/index/9851/algeria-an-immense-bazaar_the-politics-and-economy
54. <http://internationalbudget.org/wp-content/uploads/OBI2012-Report-English.pdf>
55. http://www.revenuewatch.org/rwindex2010/pdf/RevenueWatchIndex_2010.pdf
56. http://www.revenuewatch.org/sites/default/files/rgi_2013_Eng.pdf
57. <http://online.wsj.com/article/BT-CO-20130806-709157.html>
58. http://www.elwatan.com/actualite/plus-d-un-milliard-de-dollars-de-pots-de-vin-19-09-2013-228472_109.php
59. http://www.huffingtonpost.ca/2013/06/03/snc-lavalin-algeria-raid_n_3379148.html
60. http://www.elwatan.com/actualite/plus-d-un-milliard-de-dollars-de-pots-de-vin-19-09-2013-228472_109.php
61. <http://www.echoroukonline.com/ara/articles/157335.html>
62. http://www.elwatan.com/actualite/du-petrole-vendu-au-noir-a-londres-24-07-2013-222212_109.php
63. <http://www.euromedrights.org/eng/2012/02/24/emhrn-report-on-the-lift-of-the-state-of-emergency-in-algeria-reforms-are-a-game-of-smoke-and-mirrors/index.php?news=11269>
64. <http://www.amnesty.org/en/region/algeria/report-2013>
65. <http://www.hrw.org/world-report/2013/country-chapters/algeria>
66. <http://www.hrw.org/news/2013/03/26/algeria-activists-barred-world-social-forum>
67. http://www.elwatan.com/actualite/l-algerie-est-le-seul-pays-de-la-region-qui-bloque-systematiquement-les-visites-des-ong-15-11-2013-235083_109.php
68. http://carnegieendowment.org/files/cmec7_tlemceni_algeria_final.pdf
69. <http://www.amnesty.org/en/library/asset/MDE28/001/2009/en/845f89f5-560a-48e1-ab63-a8328753f888/mde280012009eng.pdf>
70. <http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/algeriao203.pdf>
71. <https://www.amnesty.org/en/region/algeria/report-2009>

